

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

<i>PARTIE I : GENERALITES</i>	7
--	----------

Chapitre I : ANALYSE DE L'OFFRE	7
---------------------------------------	---

1) Les intrants de la filière	7
-------------------------------------	---

a) Le capital physique	7
------------------------------	---

b) Les besoins en intrants	8
----------------------------------	---

2) Les facteurs externes	8
--------------------------------	---

a) Les facteurs d'incertitude	8
-------------------------------------	---

b) Les infrastructures d'irrigation	9
---	---

3) Approche théorique	10
-----------------------------	----

4) Evaluation de la production nationale	12
--	----

a) Les statistiques nationales	12
--------------------------------------	----

b) Les rendements	13
-------------------------	----

c) Les régions productrices	14
-----------------------------------	----

d) Les Saisons Rizicoles	15
--------------------------------	----

e) Les Types de Champ de Riz	15
------------------------------------	----

f) Les Modes de Culture du Riz	16
--------------------------------------	----

5) La production mondiale	17
---------------------------------	----

Chapitre II : La demande de Riz	18
---------------------------------------	----

1) La consommation annuelle du Pays	18
---	----

2) La consommation mondiale de riz	19
--	----

3) L'Importation de Riz	20
-------------------------------	----

a) Les volumes d'importation de riz pour Madagascar	20
---	----

b) Les importateurs du riz dans le monde	20
--	----

c) Les flux mondiaux d'importation	21
--	----

4) Exportations de riz	22
------------------------------	----

<i>PARTIE II : ANALYSE DES PRIX ET DE LA CONCURRENCE</i> 24	
--	--

Chapitre I : Analyse des prix	24
-------------------------------------	----

1) Les prix nationaux	24
-----------------------------	----

2) Les prix à l'exportation de riz de Madagascar	24
--	----

3) Les cours mondiaux	26
-----------------------------	----

4) Les Indices des prix à l'exportation	26
---	----

Chapitre II : Etude de la concurrence	28
---	----

1) Analyse de la concurrence au niveau national	28
---	----

2) La distribution de la production au niveau national	29
--	----

3) La concurrence au niveau mondial	30
---	----

Partie III : ANALYSE SWOT ET RECOMMANDATIONS 32

Chapitre I : Analyse SWOT de la filière Riz 32

- 1) Les forces et faiblesses32_Toc181506526
- 2) Les menaces et opportunités..... 33
- 3) Les rôles de l'Etat et les Genres de manœuvres stratégiques 35
- 4) Les rôles du secteur privé, des partenaires techniques et financiers35

Chapitre II : Les recommandations 36

- 1) Les efforts déployés..... 36
- 2) Les politiques agricoles et objectifs par rapport au MAP 37
- 3) Les recommandations face aux objectifs fixés. 38
- 4) Les différentes politiques à l'échelle internationale..... 39

Conclusion.....42

INTRODUCTION

Encore classé dans les Pays en voie de développement (PVD), Madagascar est une grande Ile possédant des atouts susceptibles de la rendre prospère. La population de Madagascar, estimée à 17 885 000 en 2005, est essentiellement rurale (75%) avec un taux de croissance annuel moyen de 2.9. La Grande Ile dispose d'une grande superficie cultivable et d'une force de travail assez suffisante pour le développement des activités agricoles, y compris l'agri business. L'agriculture est donc un secteur important pour l'économie malagasy, et le premier défi du pays est le développement agricole.

Par ailleurs, le sous secteur «RIZ» constitue la principale filière du secteur agricole malagasy. En 2003, 63% des ménages malagasy ont cultivé le riz, et en milieu rural, 73% des ménages sont des riziculteurs. D'autant plus que le riz constitue l'aliment de base des Malagasy, ceux-ci sont en effet classés parmi les grands consommateurs de riz au monde. En terme de volume, la filière rizicole constitue la première activité économique de Madagascar générant une valeur ajoutée de 532,2 milliards d'Ariary. Ce poids économique en fait un pilier majeur du développement économique.

Malgré cette situation, Madagascar connaît toujours et encore jusqu'aujourd'hui une pénurie de riz. Les responsables sont alors contraints d'importer du riz pour équilibrer le gap afin de subvenir à la demande des Malagasy.

En analysant de près et en procédant par anticipation, cette situation ne devrait théoriquement pas exister. En effet, une grande partie des terres restent encore inexploitées et sous-exploitées, des techniques de cultures restent encore dans une large mesure très traditionnelles et exigent un recours important à la main d'œuvre salariée. Les études socioéconomiques réalisées nous permettent d'affirmer qu'il est possible d'améliorer le rendement de la production rizicole, puisque les moyens physiques et les mains d'œuvre sont disponibles, lesquels n'attendent que d'être utilisés de façon rationnelle pour obtenir de meilleurs résultats. Il s'agit donc d'optimiser l'utilisation des moyens de production pour accroître le rendement de la production agricole garant d'une souveraineté alimentaire de Madagascar. En d'autres termes, la conception et la mise en œuvre d'une meilleure stratégie (Moyens

et objectifs) d'exploitation et l'analyse de ses impacts économiques seront l'objectif de cette étude qui sera divisée en trois parties. La première sera consacrée aux généralités en passant par l'analyse de l'offre, les bases théoriques à l'analyse de la demande de riz. Dans la deuxième partie seront analysés les niveaux des prix et la concurrence. La dernière partie se focalisera sur une analyse des forces et des faiblesses, des menaces et opportunités de la filière et à chacune des problématiques identifiées seront proposées des solutions et des recommandations appropriées respectives.

PARTIE I : GENERALITES

Chapitre I : ANALYSE DE L'OFFRE

1) Les intrants de la filière

a) Le capital physique

Comme dans toute exploitation agricole, le premier facteur indispensable pour la production rizicole est la terre. Les niveaux de production de chaque agriculteur en dépendent en premier lieu. Ainsi, le besoin en capital physique exploitable est très fort.

En effet, la Grande Ile dispose d'une grande superficie cultivable mais une grande partie reste encore inexploitée et sous-exploitée. De plus le rendement moyen des terres cultivées est très faible (2 tonnes/ha en moyenne). Bien que la filière rizicole malgache comporte des atouts, elle est caractérisée par une offre nationale insuffisante. Ce qui est une source de déséquilibre entre l'offre et la demande de riz pour chaque année.

Pour combler l'insuffisance d'offre, Madagascar importe régulièrement du riz. Sa part dans les importations CAF totales n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières années passant de 3,7% en 2000, à 7,7% en 2003. Le solde des échanges de riz (exportations – importations) est de l'ordre de 60,6 milliards d'Ar en 2003, soit -0,9% du PIB en termes courant contre -0,8% en 2001 et -0,2% en 2002.

La politique agricole nécessaire sur cet angle est ainsi d'encourager l'exploitation des surfaces cultivables. Ainsi en 2003, la production de Paddy s'élevait à 2 800 000 tonnes, soit une hausse de 7,06% par rapport à 2002 grâce notamment à des conditions climatiques favorables, à l'augmentation des superficies cultivées et aux impacts des programmes et actions entreprises par le Gouvernement à l'augmentation des superficies cultivées.

b) Les besoins en intrants

A part le capital physique, facteur majeur dans la production de riz, les principaux besoins en intrants sont surtout les matériels agricoles, les engrais minéraux pour fertiliser les terres, les semences sélectionnées, et les produits phytosanitaires tels que les herbicides et les insecticides. Ces intrants assurent une meilleure productivité dans l'exploitation agricole. Leur utilisation différencie parfois les productivités des agriculteurs.

Toutefois, les marchés ruraux ne sont pas approvisionnés en intrants agricoles suffisantes et aux prix abordables aux agriculteurs. Par ailleurs sans équipements motorisés, les travaux depuis la préparation du sol jusqu'à la récolte nécessitent beaucoup de main d'œuvre. Ainsi, un faible taux d'équipement, une faible utilisation d'intrants, une faible application d'itinéraires techniques reflètent encore la riziculture en système traditionnel et donc une faible productivité.

Des programmes et actions sont ainsi entreprises par le Gouvernement dans le cadre du Programme d'Action pour le Développement Rural (PADR). Des divers projets de soutien développement rural (CRS, BAMEX, ...), le développement de la recherche, la facilitation de l'accès au crédit à travers la mise en place des institutions de micro finances (CECAM, OTIV, TIAVO, MICROCRED, ...), pour les opérations d'engrais, l'opération petits matériels agricoles, les mesures d'exemption fiscale aux matériels et équipements agricoles, ... ces actions sont entreprises dans le but d'améliorer l'accès des paysans aux intrants appropriés en vue d'une meilleure productivité.

2) Les facteurs externes

Les facteurs externes constituent principalement ce qu'on appelle facteurs d'incertitude, et les infrastructures.

a) Les facteurs d'incertitude

Les facteurs d'incertitude englobent plusieurs risques à différents niveaux.

Il y a tout d'abord le risque lié à l'écologie. En effet, certaines régions sont assurées de subir une mauvaise récolte tous les 4 ou 5 ans à cause des risques liées

à des conditions climatiques défavorables (dépressions ou cyclones tropicaux et amplitude de variation des pluies). Cela nécessite peut être une réforme du système rizicole ou un mode de prévoyance. Par ailleurs, la riziculture se base sur deux impératifs majeures, l'eau et la chaleur.

L'eau est tant attendue au début de la saison de pluie et autour de laquelle se prépare tout un système de production dont la riziculture irriguée est l'élément principal. La mauvaise maîtrise de l'eau (eaux de pluie, eaux de surface) constitue un facteur d'incertitude pour les agriculteurs et l'irrégularité décevante de la pluviosité dans son volume et dans sa répartition demeure le principal souci des paysans.

La température moyenne de 28 à 30° est une condition optimale que le riz exige pendant la durée du cycle végétatif. Pendant le cycle, le niveau de l'eau doit dans la rizière être, entre 900 et 1000 mm, soit un besoin d'eau de 12000 m³/ha.

b) Les infrastructures d'irrigation

Pour les cultures hors saisons de pluies (majoritairement), l'eau d'irrigation est une condition principale qui apporte la sécurité à la culture. La maîtrise de l'eau (eaux de surface) est donc indispensable pour tout système de riziculture et à stades différentes d'un cycle. Les principales infrastructures pour les cultures sont généralement les réseaux hydro agricoles et les barrages. La gestion de l'eau et les structures d'irrigation figurent parmi les éléments clés de la riziculture. L'irrigation est considérée comme cruciale puisque sa non disponibilité empêche l'adoption de nouvelles variétés à rendement élevé ou l'utilisation des intrants modernes. A cause de la sensibilité des plants de riz à la sécheresse, les paysans manquant d'une provision en eau adéquate et fiable sont dans une position particulièrement vulnérable. De manière typique, ils ne vont pas faire une application des intrants modernes si les provisions d'eau ne sont pas assurées. On reconnaît que la qualité d'irrigation varie largement selon les communautés. Par exemple, des agriculteurs vivant dans les plaines de Majunga possèdent parfois un excellent contrôle de l'application et du drainage de l'eau, tandis que les paysans des Hautes Terres qui ne peuvent qu'exploiter le petit bas fond, sont à la merci des aléas climatiques. La réhabilitation de l'infrastructure d'irrigation a été une des stratégies majeures d'investissement du gouvernement malgache dans le secteur agricole au cours des dernières décennies. Une partie importante du budget annuel du Ministère de

l'Agriculture y était consacrée, négligeant ainsi souvent d'autres investissements sectoriels. Depuis les récentes mesures de libéralisation, le gouvernement a diminué son appui financier pour la maintenance de l'infrastructure d'irrigation, montrant par là que les utilisateurs directs devraient payer et organiser le système d'irrigation. Dans le passé, les investissements d'irrigation bénéficiaient d'une subvention substantielle, avec les redevances à la charge des agriculteurs, couvrant rarement l'opération et le système de maintenance. Toutefois, il est évident que la libéralisation a causé des problèmes de transition significatifs à court terme, et les changements des systèmes d'irrigation dirigés par l'Etat comme ceux organisés par les coopératives des agriculteurs semblent avoir été très difficiles.

Bien que le gouvernement ait partiellement libéralisé la maintenance d'irrigation, aucun changement n'a été noté dans l'ensemble des niveaux par rapport à l'accès à l'irrigation, maintenant comme il y a dix ans. Seuls 34% des communautés ont accès à l'infrastructure d'irrigation.

3) Approche théorique

Le riz pousse en utilisant de l'énergie solaire, de l'eau, des substances nutritives du sol dans un environnement qui est contrôlé par le travail de l'homme et par la puissance mécanique. Dans cette partie de l'étude, on a fait une analyse à multiple variante sur les effets des différents facteurs sur les changements du rendement rizicole. Comme une analyse spatiale des communautés pourrait créer des problèmes d'endogamie, la variabilité dans le temps est utilisée pour quantifier l'effet des différents facteurs déterminants. La fonction de changement du rendement rizicole, en forme générale, peut être spécifiée comme:

$$Y(\text{riz})^n = f(X^n, Z^n_{(t-1)})$$

Où Y représente les rendements, le changement relatif entre dix années passées et maintenant, n représente le $n^{\text{ème}}$ village; X est une série de variables exogènes spécifiques aux villages qui a changé au cours de la période étudiée et Z est un vecteur des variables de conditions initiales. Plus explicitement, on suppose que la fonction de rendement est de la forme suivante:

$$Y = g (T, M, K, L, D)$$

Les variables sur le côté droit incluent une série de modificateurs de technologie (T) tels que l'infrastructure d'irrigation et l'accès à la vulgarisation, une série de variables d'accès aux marchés d'intrants et de produits agricoles (M) (prix des produits agricoles, distance à l'infrastructure, accès aux intrants agricoles, temps moyen pour atteindre le marché, nombre de marchés); une série de variables reflétant l'accès au capital (K) (existence des groupes d'épargne (formel et informel) et des groupes d'assistance mutuelle); des variables mesurant l'accès aux terres (L); une série des facteurs risque (R) (fréquence des catastrophes naturelles, maladies des plantes, vol); et une série de variables de fivondronana simulés pour capter les différences des conditions du sol et de la spécificité du lieu. La régression fut divisée pour tester la solidité et la régression séparée fut appliquée pour les plaines pendant la saison principale, pour tous les types des plaines, pour tous les types de champs combinés (c'est-à-dire, comprenant les hautes terres et le système de culture sur brûlis), et pour les versants des collines seulement. Les résultats sont solides pour les signes de la plupart des facteurs déterminants et certaines conclusions principales découlent de ces régressions.

Il y a une forte corrélation entre la proportion des régions rizicoles irriguées et la qualité de l'irrigation. Comme beaucoup de terres deviennent irriguées, il y a une demande d'amélioration de la maîtrise d'eau dans les systèmes existants et ainsi les deux facteurs sont corrélés. Par conséquent, le pourcentage irrigué de la superficie totale des rizières fut utilisé comme une mesure de la maîtrise de l'eau dans l'analyse de régression. Vu qu'il y avait clairement des erreurs de mesure avec la variable irrigation comme on l'a défini maintenant, parce qu'on n'a pas pu faire des différences explicites entre l'effet de GPI, PPI et les systèmes d'irrigation traditionnels, le pourcentage des terres irriguées a été multiplié avec les fivondronana simulés afin d'y remédier, bien qu'imparfaitement. En général, l'infrastructure d'irrigation a un effet positif considérable sur les niveaux de rendement. Il semble que l'effet de l'irrigation évolue de façon directe et indirecte. L'irrigation réduit donc la variabilité des niveaux de rendement en faisant de la production indépendante des types climatiques irréguliers.

4) Evaluation de la production nationale

a) Les statistiques nationales

Les volumes de production nationale de paddy depuis 1960 jusqu'à 2003 sont résumés dans le tableau suivant.

Année	Production de Paddy (tonnes)	Population
1960	1 200 000	5 505 900
1970	1 900 000	6 788 000
1990	2 420 000	11 239 000
1995	2 450 000	12 903 000
1996	2 500 000	13 265 000
1997	2 558 000	13 636 000
1998	2 447 000	14 018 000
1999	2 570 300	14 410 000
2000	2 480 470	14 814 000
2001	2 662 470	15 229 000
2002	2 603 965	15 655 000
2003	2 800 000	16 093 000
2004	3 164 000	16 995 000
2005	3 420 000	17 885 000

(Source: Service des statistiques agricoles, MAEP)

On a constaté une recule de 111000 tonnes pour la campagne 1997-1998 et un recul de 89830 tonnes pour celle de 1999-2000.

Par contre, la production de paddy pour la campagne 2002-2003 est de 2 800 000 tonnes répartie en 670 000 tonnes de première saison et 2 100 000 de deuxième saison. Cette période est marquée par une meilleure récolte parmi les trois périodes précédentes.

De 1990 à 2003, le taux de croissance moyen annuel de la production de paddy est de 1,2% tandis que celui de la population est estimé à quelque 2,8%. Ainsi, la production moyenne de riz par tête n'est plus que de 111 kg en 2003, si elle était encore à 133 kg en 1990. Si l'on regarde les temps passés, la production de paddy de l'année 1960 s'élevait à 1 200 000 tonnes, sa croissance jusqu'en 2003 est d'à peine 2% en moyenne par an si celui de la population est de 2,53%. Toutefois, le résultat de 2005 démontre une grande amélioration par rapport à l'année 2003 à différence de 620 000 tonnes en un espace de 2 ans.

b) Les rendements

Le rendement rizicole est considéré comme un indicateur principal de la performance du secteur agricole à Madagascar vu l'importance du riz dans l'agriculture et la nutrition. D'autre part, l'obtention des rendements plus élevés accroît le niveau de la sécurité alimentaire et réduit les pressions sur la terre. Ce dernier constitue en fait un problème important à Madagascar étant donné sa situation environnementale exceptionnelle. Les rendements sont faibles à Madagascar variant en moyenne entre 1,2 tonne/ha pour le riz précoce des rizières, 1,7 tonne/ha pendant la saison principale des rizières, 0,9 tonne/ha pour le riz tanety, et 0,7 tonne/ha pour la culture du riz sur brûlis dans les régions étudiées. Ces valeurs sont basées sur les résultats d'une enquête extensive auprès des communautés rurales organisée par IFPRI/FOFIFA dans presque 200 fokontany de la province de Majunga, de Fianarantsoa et de la région de Vakinankaratra. Ce faible niveau pourrait partiellement s'expliquer par la diversité significative des contraintes sur la production rizicole malgache, la diversité écologique et types climatiques variables, infrastructure d'irrigation et routière, les maladies des plantes et autres risques, le faible niveau d'utilisation des intrants et les moyens insuffisants à la disposition du gouvernement et des agriculteurs vis-à-vis de ces différentes contraintes. D'une manière plus notable, les rendements rizicoles sont en baisse. Selon le type du système rizicole, ces baisses peuvent être estimées entre 11 % et 31 % au cours de la dernière décennie. Toutefois, il y a des différences significatives parmi les communautés. 21 % des communautés rapportaient un rendement rizicole plus élevé pendant la saison principale par rapport à ce qu'il y avait 10 ans auparavant alors que 27 % des communautés rapportaient une baisse moyenne du rendement rizicole de plus de 25 % au cours de la dernière décennie. Une partie des différences peut s'expliquer par un changement de l'emploi des intrants. Les communautés caractérisées par une sécurité rurale plus élevée et ayant accès à l'irrigation, à la vulgarisation, au crédit formel, mais spécialement aux intrants agricoles ont été en mesure de maintenir ou d'augmenter les rendements. Ainsi, il semble que ces éléments sont des facteurs clé pour une évolution positive du rendement du riz depuis la libéralisation des marchés agricoles vers le milieu des années 80.

c) Les régions productrices

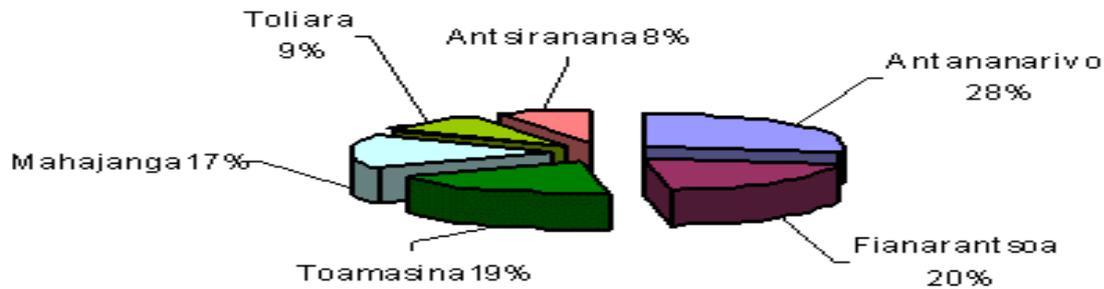
Plusieurs régions de l'île produisent du riz du fait qu'à peu près 73% des ménages sont des riziculteurs. Autrement dit, en terme spatial, le riz est cultivé un peu partout sur le territoire malgache. Les districts d'Amparafaravola et d'Ambatondrazaka sont les plus producteurs dans la province de Toamasina. Sur presque toutes les Hautes Terres, et dans les régions du Moyen Ouest et du Menabe, le riz est la principale culture occupant la majorité des terres agricoles. Nous résumons dans le tableau ci-après les districts les plus producteurs des régions y compris les greniers de riz de Madagascar.

Exemples de districts les plus producteurs de Riz par province (Campagne 2002-2003)

Provinces	Districts	Production en tonnes	Total
Antananarivo			779 685
	Betafo	87 055	
	Miarinarivo	77 931	
	Soavinandriana	65 318	
Fianarantsoa			557 772
	Fianarantsoa II	120 975	
	Vangaindrano	46 423	
	Farafangana	35 496	
Toamasina			519 691
	Amparafaravola	156 201	
	Ambatondrazaka	117 466	
Mahajanga			478 377
	Marovoay	62 290	
	Ambato Boéni	60 905	
Toliara			251 119
	Betioky	45 631	
	Morombe	40 331	
Antsiranana			212 636
	Vohimarina	38 291	
	Ambanja	32 940	

(Source : MIN COMMERCE)

(Diagramme de la production de riz par province, 2002-2003)



(Source : MIN COMMERCE)

Avec 28% de la production rizicole nationale, Antananarivo arrive en première position, puis viennent Fianarantsoa et Toamasina avec 20%, Mahajanga produit 17% du riz local, Toliara 9% et Antsiranana 8%.

d) Les Saisons Rizicoles

Les saisons rizicoles sont déterminées par la période de récolte. En général, 70% de la moisson de riz de l'ensemble du territoire malagasy se font entre les mois d'Avril et de Juin. Les «vary aloha», «vary asara» ou «vary ririnina» se récoltent entre Janvier et Mars et constituent 12% de la production rizicole. Dans la région de Marovoay, 67% du riz se récoltent entre Juillet et Septembre, c'est ce qu'on appelle le «vary jebly». Tandis que dans l'Alaotra, le «vary vakiambiaty» (entre Avril et Juin) représente plus de 91% de l'ensemble de la production de la région.

Certains agriculteurs pratiquent la pluri récolte: les cultures de première et de deuxième saison. Les cultures de deuxième saison ne sont possibles que sur les terrains à bonne maîtrise d'eau. Elles ne peuvent pas se faire sur les tavy et les tanety qui sont très dépendantes de la pluviométrie.

e) Les Types de Champ de Riz

A Madagascar, on trouve 3 grands modes de culture selon les caractéristiques du champ de riz :

- La riziculture sur tavy qui est une culture de riz pluvial sur défriche brûlis de forêt dense humide naturelle. Son effet sur l'environnement a toujours été critiqué mais de nouvelles idées s'y rapportant commencent à apparaître. En effet, selon Sigrid Aubert, Serge Razafiarison et Alain Bertrand dans « Déforestation

et systèmes agraires à Madagascar : les dynamiques des tavy sur la côte orientale », le tavy est un bon compromis entre le risque climatique (ravage des cultures par les cyclones), la disponibilité en main-d'œuvre et la sécurité alimentaire. Il s'adapte bien à la logique paysanne qui n'a pas le moyen capital pour investir dans la riziculture irriguée. Il faut ainsi valoriser la pratique du tavy par la mise à disposition des nouveaux itinéraires techniques et de nouvelles variétés de riz plus productives aux paysans».

- La riziculture aquatique qui englobe aussi bien les cultures irriguées que celles inondées de bas-fonds ou de plaine. La riziculture irriguée est celle pour laquelle l'eau utilisée est drainée sur le terrain de culture par des réseaux artificiels, par des aménagements plus ou moins importants qui donnent lieu aux projets de Petits (PPI) ou Grands Périmètres Irrigués (GPI).
- La riziculture sur tanety qui est aussi une culture pluviale.

f) Les Modes de Culture du Riz

A chaque région sont attribuées ses pratiques et techniques culturelles.

Certains cultivateurs utilisent les techniques traditionnelles dont les caractéristiques se résument en : sans labour ou labour à l'angady, semis direct, repiquage en foule, fumure organique, sans sarclage ou sarclage manuel. A l'instar des cultivateurs de la Côte Est qui opèrent par le semis direct juste après piétinement du champ, sans labour ni entretien, tandis que le système de repiquage est très usité sur les Hautes Terres.

D'autres utilisent plutôt les techniques modernes ou, en d'autres termes le Système de Riziculture Amélioré (SRA) : repiquage en ligne, utilisation de semences améliorées, adoption de jeunes plants, sarclage mécanisé et apport de fertilisants minéraux. Ce système est adopté sur près du quart des superficies cultivées de Madagascar, surtout sur les Hauts Plateaux.

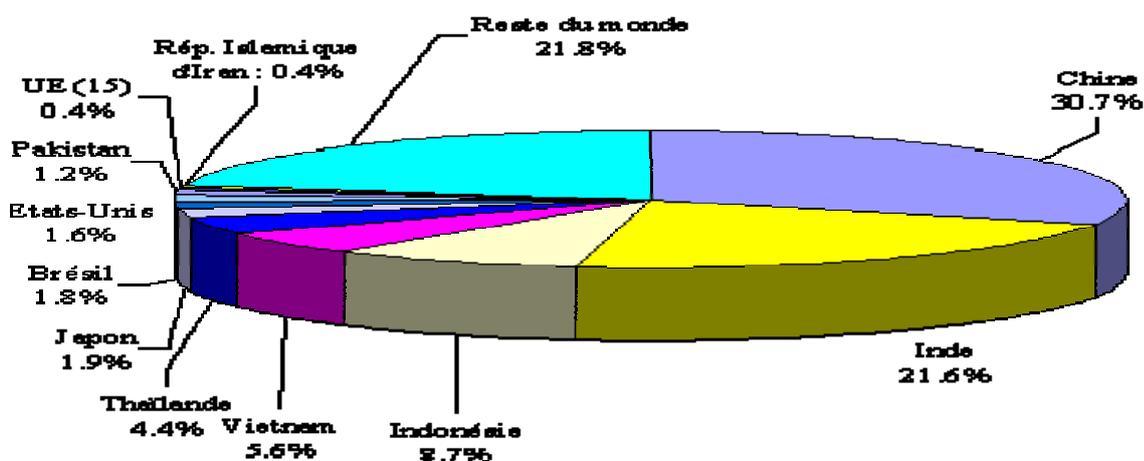
Dans tous les cas, il est observé que les paysans cherchent à minimiser leurs apports en travaux. Ce qui entrave quelque peu l'application du système de riziculture intense (SRI) qui requiert un volume de travail assez volumineux et une assiduité sans faille.

5) La production mondiale

Le riz est la deuxième céréale alimentaire produite dans le monde. Le volume annuel mondial au début des années 1990 était à peu près 350 millions de tonnes (en équivalent riz blanchi). Celui-ci atteint presque 410 millions de tonnes à la fin du dernier millénaire (fin de l'année 1999 et début des années 2000). Par contre, en 2003, la production mondiale s'est élevée à 395 millions de tonnes de riz usiné contre 387 millions en 2002. La baisse par rapport à la fin du millénaire s'explique par la forte pression qui pèse sur les facteurs terre et eau entraînant une réduction des surfaces rizicoles dans certains pays d'Asie orientale et méridionale. A noter que le continent asiatique est le premier producteur mondial de riz avec un volume total de plus de 550 millions de tonnes. L'Asie est suivie de loin par l'Amérique du Sud et l'Afrique. Les 2/3 de la production du continent africain sont assurées par l'Afrique Subsaharienne et le 1/3 par l'Afrique du Nord.

Ainsi, la production demeure concentrée géographiquement, provenant à plus de 90 % de l'Asie orientale et méridionale. La Chine et l'Inde fournissent ensemble plus de la moitié du riz mondial (52,3% sur la période 1999-2003), mais il est vrai que les deux pays concentrent aussi plus du tiers de la population du globe. Le Brésil est le premier producteur non asiatique, devant les États-Unis, l'Italie venant au premier rang européen.

Répartition de la production mondiale de riz paddy (moyenne de 1999 à 2003)



(Source : Secrétariat de la CNUCED d'après les données statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)

A noter que Madagascar est inclus dans l'Afrique appartenant à la classe du reste du monde. En Afrique, les conditions météorologiques ont généralement été normales, bien que moins favorables qu'en 2005. Selon les estimations, la production de la région devrait atteindre 21,5 millions de tonnes pour la période 2006, soit environ 800 000 tonnes de plus qu'en 2005. Cette amélioration se constate surtout au Nigeria, mais les perspectives sont également positives pour la plupart des pays d'Afrique occidentale, le Madagascar et l'Égypte. Par contre, la production pourrait diminuer au Kenya et en Tanzanie.

Par contre, les estimations pour la production mondiale de riz paddy en 2006 ont été revues à la baisse de 2 millions de tonnes depuis le dernier rapport et se situent actuellement à 635 millions de tonnes, soit un volume légèrement supérieur à celui de 2005. La majeure partie de cette révision à la baisse est attribuable aux mauvaises conditions climatiques qui ont compromis les perspectives de récoltes au Bangladesh, en Chine et au Népal.

Malgré une révision à la hausse des estimations de la FAO pour le commerce mondial de riz en 2006 lequel devrait représenter 28,7 millions de tonnes, ce volume reste inférieur de 1,1 million de tonnes au chiffre record atteint en 2005.

Chapitre II : La demande de Riz

1) La consommation annuelle du Pays

Madagascar est classé parmi les plus gros consommateurs de riz au monde. En 1999, la consommation annuelle de riz par habitant en milieu rural malgache est chiffrée à 138 kilos, et en milieu urbain à 118 kilos.

En gardant ce même niveau de consommation par tête et en adoptant le chiffre de 16 millions pour la population malgache, la consommation nationale de riz s'élève à 3 576 000 tonnes en 2003 tandis que l'équivalent en riz blanc de la production de paddy n'est que de 1 848 000 tonnes. L'offre nationale de riz ne suit donc pas la demande, ce phénomène est dû à la faible capacité de production (2t/ha en moyenne). Pour combler l'insuffisance d'offre, Madagascar importe régulièrement du riz. En volume, les consommateurs malgaches sont peu dépendants de l'extérieur

puisque 10% seulement des consommations sont constituées de riz importé. Cependant, en 1999, le riz importé représentait 26% du riz commercialisé (186.000 t sur 709.000 t). Les importations n'ont permis de compenser le déficit de la production locale qu'en partie. La demande sur le marché national demeure donc insatisfaite, et d'autres marchés existent au niveau international.

2) La consommation mondiale de riz

La majeure partie du riz produit dans le monde est consommée sur place. C'est une des grandes caractéristiques au sein de la filière riz qui fait que les marchés domestiques sont assez cloisonnés (et parfois protégés). La consommation mondiale annuelle par tête de riz a augmenté de 40% environ au cours des quarante dernières années, passant ainsi de 61,5kg en 1961 à 85,9 kg en moyenne en 2002 (riz blanchi). Trois grands modèles de consommation de riz peuvent être distingués :

- Modèle asiatique avec une consommation moyenne dépassant les 80kg/hab par an (Chine : 90kg, Indonésie 150kg, le record est détenu par le Myanmar avec plus de 200 kg) ;
- Modèle " PVD subtropical ", consommation moyenne entre 30 et 60 kg/hab par an (Colombie : 40kg, Brésil : 45kg, Côte d'Ivoire : 60kg)
- Modèle occidental, consommation moyenne inférieure à 10kg/hab par an (France : 4kg, Etats-Unis : 9kg).

En outre, le marché africain présente une grande opportunité si l'on se réfère à l'exportation de la Thaïlande vers les pays africains. En effet, 45% des exportations de riz de ce pays sont destinées aux marchés des pays africains. Par ailleurs, en 2004, l'Afrique a importé 4,70 millions de tonnes. Comme Madagascar est plus proche de l'Afrique par rapport à la Thaïlande, le riz malgache pourrait être plus compétitif. De plus, Madagascar doit profiter de son intégration régionale notamment au sein du COMESA, du SADC et de la COI.

3) L'Importation de Riz

a) Les volumes d'importation de riz pour Madagascar

Pour combler l'insuffisance d'offre, Madagascar importe régulièrement du riz.

Les données les plus fournies concernant la comparaison de la demande et de l'offre en riz sont issues de l'Etude de Filière faite par l'Unité de Politique de Développement rural (UPDR).

Evolution annuelle de production de Paddy et du volume d'importation à Madagascar de (97-03)

ANNEES	PRODUCTION DE PADDY (tonnes)	EQUIVALENT EN RIZ BLANC (tonnes)	IMPORTATION (tonnes)
1997	2 558 000	1 688 280	57 800
1998	2 447 000	1 615 020	43 500
1999	2 570 300	1 696 398	115 400
2000	2 480 500	1 637 130	207 700
2001	2 662 400	1 757 184	330 300
2002	2 604 000	1 718 640	170 500
2003	2 800 000	1 840 080	283 800

(Source : MIN COMMERCE 2003)

Sur ce tableau, on constate une augmentation annuelle de l'importation de riz sauf pour les années 1998 et 2002.

b) Les importateurs du riz dans le monde

Au niveau international, en 2005 les principaux importateurs sont les pays asiatiques, l'Afrique, l'Amérique Centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud. Pour l'Afrique : l'Afrique du sud est le plus grand importateur, mais trois autres pays sont également notés dont le Kenya, Madagascar et le Mozambique.

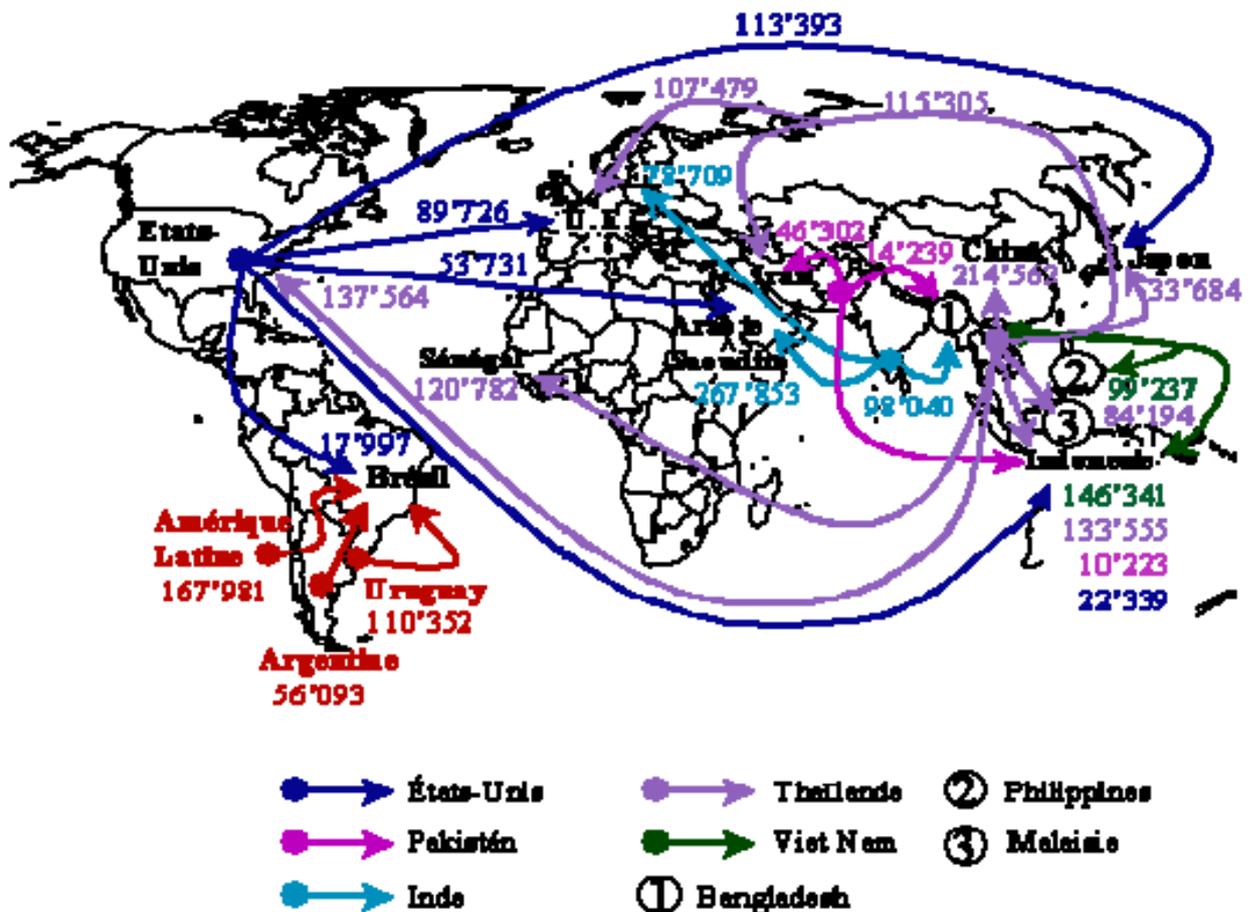
Les Importateurs de riz au niveau mondial

Principaux importateurs de riz en 2005	Quantité en tonnes
Pays asiatiques	12 800 000
Afrique	8 900 000
Amérique Centrale et les Caraïbes	2 300 000
Amérique du Sud	724 000

(Source : FAO, Perspectives de l'alimentation, 2005)

c) Les flux mondiaux d'importation

La carte ci-dessous indique l'origine des approvisionnements pour les principaux pays importateurs de riz. Chaque couleur caractérise un pays (ou groupe de pays) importateur. Les valeurs indiquées sont celles des importations tous types de riz confondus (paddy, brun, semi décortiqué, décortiqué et brisures) en milliers de dollars. Les plus gros importateurs en valeur sont L'Indonésie, le Bangladesh, le Nigeria, les Philippines, l'Irak et le Brésil.



(Valeurs des importations par origine pour les principaux pays importateurs, tous types de riz confondus, en milliers de dollars US (moyenne 1999-2003))

(Source : Secrétariat de la CNUCED d'après les données statistiques de COMTRADE)

Au cours de la période 1980-2003, la croissance de l'importation de riz est en moyenne de 198 % et la plus forte augmentation enregistrée pour cette même période a été destinée pour l'Amérique latine et l'Afrique (respectivement +332 % et +218 %).

Toutefois la perspective 2006 montre une tendance à la baisse de ces quantités importées suite à la bonne récolte de l'année 2005 pour presque tous ces pays.

4) Exportations de riz

Madagascar exporte aussi du riz, spécialement du riz de luxe (ensemble des variétés de riz à grain long non collant). Depuis toujours, Madagascar est réputé pour la qualité de la variété de riz qu'il exporte et a pu créer un label de qualité en l'occurrence le « MADRIGAL ».

Le tableau ci-dessous montre les différentes variétés de riz exportés avec leurs prix respectifs en euro.

Tableau d'exportation de riz de Madagascar

Produits	Prix en Euro/Kg
- riz étuvé ou blanchi RLI	3,10
- riz rouge	6,00
- riz Makalioka	487,88
- riz de luxe Makalioka	415,35

(Source : UPDR/ MAEP)

Sur le plan du commerce mondial, quatre variétés de riz sont plus connues dont l'India, le Japonica, l'Aromatique et le gluant. Et, Madagascar n'exporte habituellement que 4 types de riz (riz étuvé ou blanchi RLI, riz rouge, riz Makalioka,

riz de luxe Makalioka) proches des 4 variétés reconnues dans le commerce mondial dans le but de se conformer aux normes.

PARTIE II : ANALYSE DES PRIX ET DE LA CONCURRENCE

Chapitre I : Analyse des prix

1) Les prix nationaux

Le prix moyen à la production sur tout le territoire pendant la campagne 2002-2003 était de 209ar le kilo de paddy. A Mahajanga, il était de 175ar, à Antananarivo de 185ar, à Toamasina de 240ar, à Fianarantsoa de 245ar et à Antsiranana de 255ar. Vers la fin de l'année 2004, le prix moyen du riz (blanchi) s'élève à 1000ar/kg sur le marché : soit une hausse de plus de 300% par rapport à 2003. En janvier 2006, le prix moyen du riz blanc se situe autour de 900 ariary/kg.

On constate parfois que, le prix aux producteurs est très faible par rapport au prix sur le marché. L'écart est très différent d'une région à une autre : il varie de 2,4% (Itasy, Sofia, Imerina Centrale, Haute Matsiatra) à 10,4% (Vakinankaratra) en passant par 7,9% (Sud-Est).

Concernant de compétitivité du riz malgache, l'étude de filière menée par l'UPDR – FAO estime que le coût des facteurs de production domestique est très faible. Ainsi, le riz malgache est fortement compétitif à la ferme. Mais la perte de compétitivité se situe en aval et résulte essentiellement de la structure de commercialisation (intervention de nombreux agents successifs, rôle prépondérant d'une prise de grossistes dans les approvisionnements extrarégionaux et les importations, difficultés matérielles du transport). Ce qui fait que le prix au détail ne rivalise pas, à certaines périodes de l'année, avec celui du riz importé.

2) Les prix à l'exportation de riz de Madagascar

Pour les quatre types de riz exportés par Madagascar les prix varient d'un type à l'autre.

Produits	Euro/Kg
Riz étuvé ou blanchi RLI	3,10
Riz rouge	6,00
Riz Makalioka	48,88
Riz de luxe Makalioka	41,35

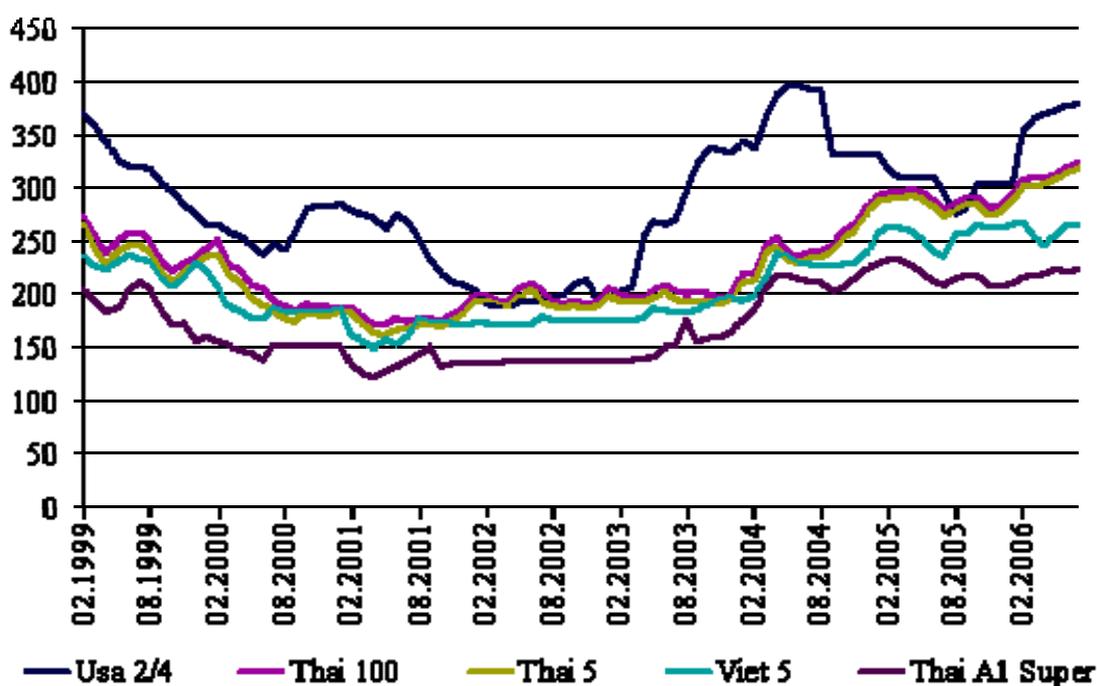
(Source : UPDR/ MAEP)

Du fait de l'étroitesse du commerce international du riz (moins de 6% de la production mondiale) et du caractère résiduel des échanges (les pays producteurs produisent avant tout pour leur consommation interne) les prix internationaux sont soumis à de fortes fluctuations.

En outre, le prix du riz sur le marché international continue sa hausse. Cette situation est due à la baisse du stock mondial de riz blanchi depuis 1999 entraînant ainsi la hausse généralisée de la demande. Le volume d'exportation du riz thaïlandais a augmenté de 4% par rapport à fin décembre 2004 et 45% des exportations totales de leur riz sont destinés aux pays africains y compris Madagascar.

Le prix à l'exportation du riz se présente comme suit :

Il fluctue de 100 à 400\$ la tonne selon la variété entre 1999 et 2006.



(Prix à l'exportation du riz en dollars la tonne FAB jusqu'en juillet 2006)

(Source : Secrétariat de la CNUCED d'après les données statistiques d'OSIRIZ)

On observe sur le graphique des augmentations des prix à l'exportation des 5 exemples de variétés de riz sur le commerce international du riz. Ces augmentations ont été les plus intenses entre les périodes de 2004-2005, et la variété USA 2/4 a atteint son maximum de 400\$ la tonne pour la période de 2004. Notons que cette variété de riz reste encore le plus chère au niveau du commerce mondial du riz.

Les 4 autres variétés, c'est-à-dire la thaï 100, thaï 5, le Viet5, et la thaï A1 super, fluctuaient pendant les périodes d'étude entre 100 et 350\$ la tonne.

3) Les cours mondiaux

En 2006, l'accroissement qui a caractérisé le marché international du riz depuis le mois de janvier s'est maintenu durant la période juillet - septembre, comme l'indique l'indice global des prix du riz de la FAO qui a progressé d'un point par mois, passant de 108 en juin à 111 en septembre. Les perspectives en matière de cours restent très bonnes, les disponibilités pour l'exportation pourraient rester limitées dans les principaux pays exportateurs, du moins jusqu'au premier trimestre de l'année 2007. C'est pourquoi, malgré un fléchissement de la demande d'importations au cours des prochains mois, lorsque beaucoup de pays de l'hémisphère nord auront terminé leurs principales récoltes, il est probable que les cours internationaux du riz restent à la hausse, tendance que la confirmation d'un nouvel épisode pourrait accentuer.

4) Les Indices des prix à l'exportation

La FAO présume sur le schéma suivant les indices des prix à l'exportation de 2001 à 2006 pour les trois variétés de riz qui circulent au niveau du commerce mondial.

Indices FAO des prix du riz à l'exportation					
	Total	Indica		Japonica	Aromatique
		Qualité supér.	Qualité infér.		
1998-2000 = 100					
2001	74	74	74	76	69
2002	72	73	75	67	74
2003	82	79	81	82	91
2004	104	101	110	104	96
2005	103	104	115	92	94
2005 Septembre	101	104	112	90	95
Octobre	101	104	112	91	95
Novembre	101	103	111	92	92
Décembre	101	103	109	94	92
2006 Janvier	103	106	110	96	94
Février	105	108	110	101	96
Mars	106	109	110	102	96
Avril	106	109	111	101	98
Mai	108	111	113	102	101
Juin	108	112	112	101	102
Juillet	109	114	115	100	105
Août	110	116	116	100	106
Septembre	111	119	117	100	105
2004 Jan.-Sept.	103	105	116	93	94
2005 Jan.-Sept.	107	112	113	100	100

Source: FAO

Note: L'indice FAO du riz a été calculé pour 16 prix du riz à l'exportation. Le pourcentage de brisures contenues dans le riz permet de déterminer la "qualité" (supérieure ou inférieure) selon qu'il est inférieur, égal ou supérieur à 20 pour cent. Le sous-indice du Riz Aromatique suit les mouvements des prix du riz Basmati et du riz parfumé.

Sur ce schéma de la FAO, on observe des augmentations des indices des prix du riz à l'exportation chaque année de 2001 à 2005 pour les trois types de riz commercialiser suivant les normes internationales. La plus forte été celle de 2003-2004 d'un hauteur de 14%. Ces augmentations s'observent pour les 4 derniers

mois de l'année 2005, et pour les 9 premiers mois de l'année 2006 d'un hauteur de 1% en moyenne.

Chapitre II : Etude de la concurrence

1) Analyse de la concurrence au niveau national.

La condition primordiale pour chaque région c'est d'assurer d'abord l'approvisionnement local. Ainsi, en volume, la partie importante des productions de chaque région est destinée en premier lieu pour l'autoconsommation. Les reliquats seront vendus pour approvisionner les autres régions en insuffisance. La concurrence au niveau national est orientée surtout dans la production de volume assurant la consommation locale pour chaque région puis d'un excédent pour le ravitaillement des autres régions.

Tableau de la production nationale de riz de 2002/2003

Province	Volume en t	Volume en %
Antananarivo	779 685	27,85%
Fianarantsoa	557 772	19,93%
Toamasina	519 691	18,57%
Mahajanga	478 377	17,09%
Toliara	251 119	8,97%
Antsiranana	212 636	7,60%
Total	2 799 280	100,00%

(Source : MAEP, Enquête Annuelle sur la Production Agricole, Campagne 2002-2003.)

Ainsi, niveau national, avec une production totale de près de 2,8 millions de tonnes, la province de Fianarantsoa arrive en deuxième position après Antananarivo, respectivement de 20% et de 28% de la production rizicole nationale, puis viennent Toamasina, Mahajanga, Toliara et Antsiranana.

2) La distribution de la production au niveau national.

Quant à la distribution de la production, la répartition est représentée ci-dessous et on remarque la forte autoconsommation et seulement 28% sont destinées à la vente. Notons que le lac Alaotra est le principal fournisseur, puis les zones du Centre Ouest. Généralement le circuit de vente passe des producteurs aux collecteurs, puis de ces derniers aux grossistes et enfin aux détaillants.

(Tableau de répartition de la redistribution de la production)

Destination	Pourcentage
Semences	5%
Pertes post récolte	2%
Autoconsommation	58%
Dons et redevances	7%
Vente	28%
TOTAL	100%

(Source : UPDR/ MAEP)

Le tableau nous montre des évaluations générales de répartition et de distribution de la production de toutes des régions productrices. En moyenne, sur le volume total de production, 5% vont assurer les semences de la période postérieure, les 58% sont destinés à l'autoconsommation. Les paysans produisent donc en premier lieu dans le but de satisfaire leurs besoins alimentaires. Par ailleurs, 7% de cette production seront affecter à des dons et redevances. Ces redevances sont versées à l'Etat pour satisfaire les divers services publics.

En outre, on constate une énorme perte de 2% dans les processus après récolte. En terme de volume, pour l'année 2005 par exemple 68 400 tonnes de riz sont perdues dans la processus post récolte. Cette situation montre encore une grande défaillance dans le processus redistributif, affectant des lacunes entre la demande et l'offre au niveau national.

Seuls les 28% de la production, soient 957 600 tonnes, seront commercialiser sur le marchés. L'approvisionnement des marchés ne sont donc pas assurer en totalité, et cela va contraindre le pays à recourir à l'importation.

3) La concurrence au niveau mondial.

Le caractère résiduel des échanges, c'est-à-dire, le fait que les pays producteurs produisent avant tout pour leur consommation interne, affecte beaucoup la concurrence au niveau du volume de production. Ainsi, nous résumons comme suit les évolutions récentes des volumes de production des pays les plus producteurs à l'intérieur de leur continent.

En Asie, la production devrait atteindre 576 millions de tonnes en 2006, soit 5 millions de tonnes de plus que l'année dernière. Les pays qui devraient connaître une augmentation sont notamment le Bengladesh, le Cambodge, l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, le Sri Lanka, la Thaïlande et le Vietnam, alors que la Chine, le Japon, la République démocratique de Corée, la République de Corée, la Malaisie, le Népal et le Pakistan devraient enregistrer une baisse de la production.

Les bonnes conditions climatiques prouvent une amélioration de la production pour l'Afrique pour la période 2006. Les estimations, attribuent à la région une production qui devrait atteindre 21,5 millions de tonnes, soit environ 800 000 tonnes de plus qu'en 2005. Cette amélioration est imputable, en grande partie, au Nigeria mais les perspectives sont également positives pour la plupart des pays d'Afrique occidentale, Madagascar et l'Égypte. Par contre, la production pourrait diminuer au Kenya et en Tanzanie.

En Amérique centrale et dans les Caraïbes, la production pourrait s'accroître de 12 pour cent en 2006. En Amérique du sud, les perspectives s'améliorent pour le Chili, l'Équateur et le Pérou, mais se dégradent pour le Brésil et la Colombie. Selon les estimations actuelles, la production régionale devrait diminuer de 7 pour cent, une bonne partie de cette diminution étant attribuable à la baisse de production du Brésil, de la Colombie, du Pérou et du Venezuela. Dans le reste du monde, les estimations sont assez négatives pour les États-Unis et l'Union européenne qui pourraient connaître une chute de la production, alors que l'Australie pourrait enregistrer un regain de production. La FAO constate une diminution de 1,1 million de tonnes pour le commerce mondial 2006 par rapport à celui de 2005, lequel s'élève à 28,7 millions de tonnes.

Par contre, les estimations de la FAO pour les stocks mondiaux de riz à la fin des campagnes de commercialisation 2006/2007 indiquent une augmentation de 2 points

de pourcentage, soit un volume de 106 millions de tonnes ; cette évolution confirme le processus mondial de reconstitution des stocks. Une grande partie de cette augmentation peut être imputée à la Chine où, bien qu'il n'y ait eu pratiquement pas de gain de production, la consommation interne devrait baisser. En Inde et en Thaïlande, les réserves devraient, elles aussi, augmenter à la fin des campagnes de commercialisation, alors que les stocks de soudure pourraient être inférieurs à leur niveau d'ouverture au Bangladesh, en Indonésie, au Japon et en République de Corée.

Partie III : ANALYSE SWOT ET RECOMMANDATIONS

Chapitre I : Analyse SWOT de la filière Riz

1) Les forces et faiblesses

Etant donné la place de l'agriculture et notamment du riz dans l'alimentation des Malagasy et dans leur activité, la filière rizicole est une filière porteuse de l'économie malagasy. Cette filière présente à la fois des forces et des faiblesses.

Nous résumons dans le tableau suivant les forces et les faiblesses que présente la filière riz à Madagascar.

(Tableau des forces et faiblesses)

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none">- Préférence pour le riz local (conditions physiques favorables, grande variété)- Première activité économique de Madagascar- Disponibilité des moyens physiques et de la main d'oeuvre nécessaire- Le riz de luxe de Madagascar : le « Madrigal », une référence sur le marché mondial	<ul style="list-style-type: none">- Structure de prix (faible aux producteurs et non compétitif au marché) : trop d'intermédiaires (paddy : 500ar/kg)- Faible capacité de production (2t/ha en moyenne) qui se constate encore sur plusieurs régions.- Existence des «Ahi-dratsy» (Mauvaises herbes) qui pourrait diminuer la notoriété de marque de «Vary gasy» (riz local)- Infrastructures de transport insuffisantes.- Une faible différenciation du riz dans quelques régions de l'île.

Malgré la prédominance de la filière riz avec ses divers atouts, cette filière présente aussi des menaces que l'on pourrait évidemment rectifier.

Par ailleurs, la préférence pour le riz local avec les conditions physiques favorables, et la grande variété ; la place du riz comme la première activité économique de Madagascar, la disponibilité des moyens physiques et de la main d'oeuvre nécessaire et ainsi que la possession riz de Madagascar du riz de luxe: « Madrigal », une référence sur le marché mondial sont des grands atouts pour la filière

Par contre les faiblesses que l'on devrait corriger sont la mauvaise structure de prix, la faiblesse de la capacité de production (2t/ha en moyenne) qui se constate encore sur plusieurs régions, l'existence des «Ahi-dratsy» (Mauvaises herbes) qui diminuent la réputation de marque de «Vary gasy» (riz local), l'insuffisance des infrastructures de transport fiables, et une faible différenciation du riz dans quelques régions de l'île.

2) Les menaces et opportunités

En outre, l'environnement (physique, technique, politique, économique et social,...) présente des opportunités et des menaces pour la culture rizicole.

D'une part, on constate l'existence des divers programmes et projets de soutien au développement rural pour l'amélioration de l'accès des paysans aux intrants appropriés, et l'application des nouvelles techniques de production de riz aboutissant à une forte possibilité de réalisation d'une économie d'échelle pour faire face à la demande de riz nationale et mondiale (dans le cadre de l'intégration de Madagascar dans la SADC, le COMESA, la COI ...) insatisfaite, ainsi que la promotion de la filière par la facilitation d'accès au crédit, et les opérations des petits matériels et équipements agricoles, opération engrais Cette situation constitue des opportunités pour la filière rizicole Malagasy.

D'autre part, l'existence des insectes destructeurs de la plantation du riz, la concentration par des fournisseurs d'intrants rapport à leurs clients, la faible utilisation des technologies nouvelles, la forte concurrence du riz importé en matière de prix la concentration de la production Risque de cyclone, inondation, sécheresses, présentent des menaces perturbatrices pour la riziculture ainsi que l'économie Malagasy.

Le tableau suivant résume ces menaces et opportunités que présente l'environnement pour la filière.

Face à ces divers faiblesses et menaces de la branche agriculture et de la riziculture en particulier, il est donc important de préciser et de renforcer les rôles de divers parties prenante (l'Etat, le secteur privé et des partenaires techniques et financiers) dans le pays afin que l'on puisse vraiment arriver à un développement rural dynamique et à la réduction effective de la pauvreté.

OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> - - Application des nouvelles techniques de production de riz (PSDR) - Existence des divers programmes et projet de soutien au développement rural (PSDR, CRS, BAMEX,...) pour l'amélioration de l'accès des paysans aux intrants appropriés. - Forte possibilité de réalisation d'une économie d'échelle : demande de riz non satisfaite (nationale et mondiale) - Marché africain (4,7 millions de tonnes par an) - Augmentation (40%) de la consommation mondiale annuelle par tête de riz (61,5kg en 1961 à 85,9 kg en 2002) - Intégration de Madagascar : SADC, COMESA, COI - Promotion de la filière par la facilitation d'accès au crédit, opération des petits matériels et équipements agricoles, opération engrais) - Fort accès aux subventions publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - - Fournisseurs d'intrants plutôt concentrés par rapport à leurs clients - Insectes destructeurs de la plantation du Riz (Haombary) - Faible utilisation des technologies nouvelles. - Concurrence du riz importé surtout en matière de prix (Asie : 552,8 millions de tonnes d'exportation par an) - Concentration de la production (cinq pays exportent 70% du riz commercialisé sur le marché international : Thailand, USA, Pakistan, Chine et Birmanie) - Risque de cyclone, inondation, sécheresses

(Tableau des menaces et opportunités)

3) Les rôles de l'Etat et les Genres de manœuvres stratégiques

Vue que Madagascar est classé parmi les plus gros consommateurs de riz au monde du fait que la consommation de riz par habitant en milieu rural Malgasy est chiffrée à 138 kilos, et en milieu urbain de 118 kilos, le riz constitue le principal aliment des Malgasy. La stratégie de l'Etat consiste donc au « développement de filière » se faisant dans le cadre de la lutte contre la pauvreté en milieu rural, la sécurité alimentaire et l'optimisation de l'utilisation des ressources. Plusieurs objectifs sont ainsi inscrits dans le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR) dont :

- Augmenter la productivité agricole ainsi que la superficie cultivée ;
- Promouvoir les petits investissements en zones rurales, le partenariat entre les groupements paysans, et le secteur privé;
- Promouvoir les exportations agricoles et agroalimentaires et améliorer la qualité ;
- Assurer une gestion transparente et rationnelle des ressources pour assurer leur pérennité ;
- Faciliter l'accès des producteurs au capital foncier et au crédit.

Les manœuvres stratégiques pour la riziculture sont donc assez fortes.

Il est à noter l'existence de la plate forme de concertation du riz laquelle est une structure tripartite. Elle est composée de l'Etat, du secteur privé, et de la société civile. Les attributions tournent autour professionnalisation de la filière dans les soucis de la contribution à la réduction de la pauvreté au niveau de chaque région et au développement rapide et durable de Madagascar.

4) Les rôles du secteur privé, des partenaires techniques et financiers

Le rôle du secteur privé est de développer les investissements dans la branche agriculture, et notamment dans la filière rizicole laquelle est une filière porteuse de

l'économie Malagasy. En tant que moteur de la croissance, les opérateurs privés sont donc invités à investir, à renforcer leurs capacités de compétitivité, et à exporter davantage.

Face à ces différentes manœuvres, divers partenaires techniques et financiers doivent être mobilisés afin de mieux atteindre les objectifs tracés.

Plusieurs programmes ou projets sont ainsi mis en place pour atteindre ces objectifs. Citons par exemple le PSDR, le projet Micro finance, le programme national foncier, la réhabilitation des Périmètres Irrigués.

En outre, les formations des paysans sur les diverses techniques de culture rizicoles sont indispensables pour les riziculteurs Malagasy. L'existence des partenaires techniques de vulgarisation nationaux et étrangers sera donc très sollicitée. Les buts en sont de pratiquer de nouveaux modes et techniques de cultures afin d'accroître au mieux les rendements rizicoles pour assurer au moins leur autoconsommation.

Chapitre II : Les recommandations

1) Les efforts déployés.

L'insuffisance des moyens (matériels et financiers), la défaillance au niveau de l'information et de la communication, le mauvais état des infrastructures routières constituent une source de blocage pour certaines localités (surtout rurale). Ce qui cause la disproportion au sein même de la région. Il y a des districts qui sont plus avancés par rapport aux autres en matière d'acquisition de nouvelles technologies. Face donc à ces problèmes d'infrastructures, et face au fort besoin en capital, et à la faiblesse du niveau technologique dans la riziculture, des mesures doivent ont été prises pour sortir enfin des problèmes que l'on rencontre dans cette filière.

Ainsi, par exemple pour l'année 2005, le PIB a connu une croissance de 4,6% contre une prévision initiale de 7% dans le cadrage de la Loi de Finances 2005. La performance est bonne pour le secteur primaire dont les activités se sont accrues de

3,3% grâce à l'augmentation de la production agricole, en particulier une riziculture favorisée par de bonnes conditions climatiques et par la facilitation de l'accès aux engrais et aux crédits de microfinance pour le soutien matériel; une riziculture qui a été par ailleurs soutenue par la réhabilitation des infrastructures agricoles (barrages, réseaux hydro agricoles) et routière, et par l'extension des surfaces cultivées et la poursuite de la vulgarisation de techniques modernes de production.

Une augmentation d'au moins 15,0% de la production rizicole par pague 2004-2005 était, alors attendue pour 2006.par rapport à la production de paddy de la campagne précédente.

2) Les politiques agricoles et objectifs par rapport au MAP

Les stratégies de développement rural, qui ont réussi, reposent souvent sur une production agricole accrue. La production agricole peut s'accroître de deux façons:

Par l'extension des régions agricoles (extensification) ou par accroissement des rendements agricoles (intensification).

Dans l'étude communautaire menée par IFPRI/FOFIFA, des questions ont été posées concernant les changements des rendements et de l'utilisation des intrants au cours de la dernière décennie.

Dans le cadre de la révolution verte ainsi tracée dans le MAP, par l'entretien avec Madame Le Vice Ministre du MENRS, le FOFIFA a été sollicité à soumettre un document présentant ses stratégies et grandes lignes d'orientation, ses acquis et perspectives de programmes à venir par rapport aux priorités définies dans le MAP. (Engagement 2 Défi 4, Engagement 3 Défi 4-5, Engagement 4 Défi 3-4-6, Engagement 7 Défi 2). La préparation de ce document a été faite au cours d'un atelier auquel ont participé la Direction, les départements du FOFIFA.

Les objectifs globaux en sont :

- Professionnaliser les producteurs par l'amélioration du système foncier, l'application des nouvelles modalités de financement rural à des taux accessibles qui favoriseront le financement du développement à moyen et long terme, la mécanisation agricole et l'adoption des nouvelles techniques agricoles ;

- Augmenter les revenus des paysans par le développement des filières potentielles de chaque région dont la riziculture est la primordiale ;
- Améliorer le cadre de vie du milieu rural ;
- Exploiter les ressources naturelles dans le cadre de développement durable ;
- Promouvoir une politique d'ouverture des marchés (marchés régionaux comme SADC COMESA, COI,...et d'autres marchés comme dans l'U.E...)
- Renforcer et améliorer l'intervention du Ministère de l'agriculture conformément aux nouvelles fonctions de l'Etat ;
- Consolider le rôle du Ministère de l'agriculture en matière de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté.

3) Les recommandations face aux objectifs fixés.

La première recommandation consiste en la mise en œuvre par l'Etat du Plan d'action de Développement Rural (PADR) dans le cadre de la stratégie de la réduction de la pauvreté et de la redynamisation de l'économie rurale ainsi que de l'économie nationale.

Les objectifs en sont :

- Assurer la sécurité alimentaire ;
- Contribuer à l'amélioration de la croissance économique ;
- Réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie en milieu rural ;
- Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles ;
- Promouvoir la formation et l'information en vue d'améliorer la production en milieu rural.

Les grandes orientations de ce plan sont:

- Assurer une bonne gestion du monde rural, la définition et la mise en œuvre des réformes institutionnelles et du cadre réglementaire ;
- Inciter l'émergence des acteurs économiques, partenaires du développement rural ;
- Accroître et promouvoir la production agricole avec une utilisation optimale ainsi qu'une gestion durable des ressources et infrastructures;
- Assurer une disponibilité alimentaire suffisante dans toutes les régions ;
- Développer des infrastructures sociales en vue d'améliorer l'accès aux services sociaux

Viennent ensuite les autres mesures que l'Etat doit prendre pour atteindre les objectifs :

- Protection des produits locaux par l'Etat et des citoyens face aux importations massives de produits alimentaires par la pratique du dumping.
- Correction de la politique de l'Etat qui favorise l'importation massive de riz des pays d'Asie pour réguler les prix des produits locaux par un appui plus conséquent de l'intensification de la riziculture locale.
- Défense des intérêts paysans et non pas uniquement des opérateurs économiques nationaux dans les négociations bilatérales ou multilatérales sur les Accords de Partenariat Economique (APE), dans le processus de l'intégration régionale de la SADC (Southern Africa Development Community) et du COMESA (Common Market of Eastern and Southern Africa) ainsi qu'au niveau de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce).
- Insertion de la Société civile à participer dans les négociations sur les Accords de Partenariat Economique (APE).

4) Les différentes politiques à l'échelle internationale

La politique de la plupart des pays producteurs, où le riz est un aliment de base important, vise essentiellement à l'autosuffisance en accroissant les superficies et/ou les rendements. La FAO estime par exemple le seuil de sécurité alimentaire pour ce produit à 18% de la consommation annuelle projetée. Les principaux producteurs sont des pays en développement pour lesquels la culture du riz est essentielle pour alimenter leurs populations. De ce fait, les aléas des récoltes peuvent obliger un pays potentiellement exportateur à devenir ponctuellement importateur et donc à changer sa politique commerciale.

Autrefois, les principales mesures en matière de politique des prix étaient des prix minimums à la production, des achats officiels garantis et le contrôle des importations par des services semi-publics. Au fur et à mesure de la libéralisation, la grande variété des politiques d'intervention réglementant la production intérieure et le commerce international ont été réduites (diminution des subventions et déréglementation des prix). Les tableaux suivants mettent en relation l'importance de la production et du négoce de riz avec les politiques commerciales des principaux pays jouant un rôle majeur dans le secteur.

Pays exportateurs	Part dans la production mondiale, riz paddy moyennes de 1995 à 2002	Part des exportations mondiales, tous types de riz, quantités moyennes de 1995 à 2001.	Politiques commerciales
Thaïlande	4,2 %	26%	Subvention aux exportations Soutien des prix intérieurs par des achats publics et des stocks régulateurs.
Viêt Nam	5%	15%	Prix d'exportation minimum fixé par le gouvernement. Prix plancher sur le marché intérieur.
Inde	22%	10%	Soutien à la production, les organismes collecteurs achètent au-dessus d'un prix plancher. Système d'aide ou de taxe à l'exportation suivant les disponibilités internes du pays.
Etats-Unis	1,5%	11%	Soutien aux prix prenant la forme de contrats de production entre le producteur et le gouvernement ; Prêt de campagne disponible lorsque le prix mondial est au-dessous d'un prix de référence pour une qualité déterminée

Pays Importateurs	Part dans la production mondiale, riz paddy moyennes de 1998 à 2002	Part des importations mondiales, tous types de riz, quantités moyennes de 1998 à 2002.	Tarif douanier NPFmoyen 1999			Politiques commerciales
			Paddy	Brun	Décortiqué	
Indonésie	8,5%	13,5%	0	0	0	Bien que la filière soit libéralisée, il existe des taxes à l'importation pour protéger les producteurs locaux.
Union européenne	0,4%	3,5% (échanges intra UE exclus) 7,7% (échanges intra UE inclus)	7,7	N.A.	N.A.	
Brésil	1,7%	3,4%	8,7	13	14	
Bangladesh	3,4%	4,5%	0	0	0	
Japon	2,2%	2%	0	0	0	
Chine	32%	1%	114	114	114	

(Source : Secrétariat de la CNUCED)

Les Etats-Unis, le Japon et l'Union européenne ont adopté des politiques spécifiques d'aide à la production tout en cherchant à se conformer aux règles de l'OMC (diminution des subventions, des taxes à l'entrée et du soutien aux exportations).

Les politiques des autres pays, généralement gros producteurs reposent sur les principes suivants:

- des taxes à l'exportation en cas de déficit sur le marché interne;
- des subventions à l'exportation en cas d'excédent.

Ainsi, les politiques adoptées par divers pays producteurs et exportateurs et d'autres pays importateurs de riz sont différentes mais doivent toujours se conformer, d'une manière générale aux règles de l'OMC

Conclusion

L'agriculture est un secteur important pour l'économie malagasy, et le sous secteur «RIZ» constitue la principale filière du secteur agricole malagasy vu que les Malagasy sont classés parmi les grands consommateurs de riz dans le monde. La production rizicole en 2005 s'élevait à 3 420 000 tonnes et la filière générait une valeur ajoutée de 532,2 milliards d'Ariary. Ce qui fait du riz un produit stratégique pour Madagascar. Néanmoins, l'agriculture malagasy et la riziculture en particulier sont caractérisées par une faiblesse de la productivité avec un rendement moyen d'environ 2 tonnes par hectare. Par ailleurs, le riz présente à la fois un atout et une menace pour le pays. Au niveau national, la présence des terres (facteur de base de l'agriculture) inexploitées et sous-exploitées présente d'une part des grands atouts pour Madagascar. Mais le manque d'application des techniques et d'utilisation des matériels modernes, le manque de financements agricoles au niveau des agriculteurs (problème de taux d'intérêt élevé au niveau des institutions de microfinance) pour acquérir les divers intrants indispensables sont des sources d'insuffisance de rendement dans la riziculture contraignant le pays à importer de l'extérieur. Au niveau du commerce mondial, beaucoup de pays importent et exportent du riz. Actuellement, on constate encore une faible quantité de riz commercialisée avec une forte demande internationale. Les politiques de chaque pays visent d'abord à une production d'autosuffisance avant de recourir à l'exportation. Les pays asiatiques sont actuellement au premier rang dans la consommation et l'exportation du riz. Madagascar en particulier est à la fois importateur (10% seulement des consommations sont constituées de riz importé) et exportateur du riz (Madagascar exporte du riz, spécialement du riz de luxe qui est un ensemble de variétés de riz à grain long non collant, et la variété de riz qu'elle

exporte a pu créer un label de qualité en l'occurrence le «MADRIGAL» pour Madagascar).

Face aux divers problèmes rencontrés dans l'agriculture et dans la riziculture en particulier, la perspective prioritaire c'est l'accroissement des rendements par l'application des techniques, et l'utilisation des matériels modernes, l'utilisation des intrants pour fertiliser le sol. L'Etat y joue un grand rôle dans la définition d'une meilleure politique agricole dont les objectifs et moyens sont tracés dans le MAP (pour la révolution verte), puis définir un plan d'action PADR dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté et dans la redynamisation de l'économie rurale ainsi que de l'économie nationale.

Une bonne structure agricole sous l'égide du Ministère de l'agriculture avec les différentes entités participantes dans la vulgarisation agricole telles que la FOFIFA, CIOV,...et les divers projets et programmes de soutien comme CRS, BAMEX, PNVA..., les investissements de l'Etat, ainsi que les divers partenaires techniques et les institutions de microfinance sont des atouts pour améliorer le rendement rizicole à Madagascar.

Avec ces mesures, autosuffisance alimentaire de Madagascar pourra être atteinte, et l'existence des surplus pour l'exportation massive dans le cadre de l'intégration dans des zones de libre échange telles que la SADC, COI, COMESA,...et aussi des autres marchés communs comme l'U.E sera parfaitement envisageable.

Annexes

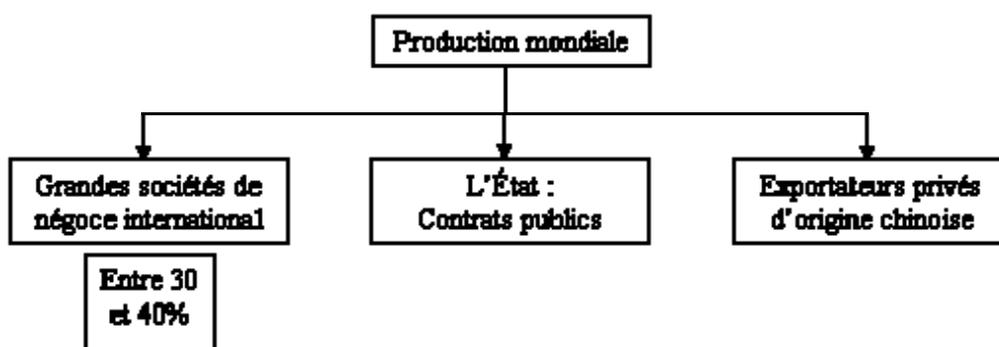
Annexe 1: Définition des variables

- Relative changement in rendements (rendement maintenant - rendement il y a dix ans)/rendement il y a dix ans*100
 - % changement rizière irriguée fivondronana 1 (% des rizières irrigués maintenant - % des rizières irrigués il y a dix ans)* Factice fivondronana 1
 - % changement rizière irriguée fivondronana 2 (% des rizières irrigués maintenant - % des rizières irrigués il y a dix ans)* Factice fivondronana 2
 - % changement rizière irriguée fivondronana 3 (% des rizières irrigués maintenant - % des rizières irrigués il y a dix ans)* Factice fivondronana 3
 - % changement rizière irriguée fivondronana 4 (% des rizières irrigués maintenant - % des rizières irrigués il y a dix ans)* Factice fivondronana 4
 - % changement rizière irriguée fivondronana 6 (% des rizières irrigués maintenant - % des rizières irrigués il y a dix ans)* Factice fivondronana 6
 - % changement rizière irriguée fivondronana 7 (% des rizières irrigués maintenant - % des rizières irrigués il y a dix ans)* Factice fivondronana 7
 - % changement rizière irriguée fivondronana 8 (% des rizières irrigués maintenant - % des rizières irrigués il y a dix ans)* Factice fivondronana 8
 - Indice risque de maladies de cultures =Factice maladie * Nombre de fois au cours des dix dernières années où l = maladie phytosanitaire, poux de riz
 - Indice risque climatique à Factice catastrophe * Nombre de fois au cours des dix dernières années où l = sécheresse, inondation, grêle, cyclone
 - Indice distance à l'infrastructure $\log(1 + \text{à heures pour aller à l'infrastructure } j)$ où j=route bitumée, route en terre praticable pendant toute l'année, piste saisonnière, terminus taxi-brousse, arrête taxi-brousse, gare ferroviaire, poste sanitaire, hôpital, Bureau fiv., Bureau fir., Banque, caisse d'épargne, école primaire, école secondaire, bureau de poste, téléphone public, liaison BLU, eau potable, poste gendarmerie
 - Indice accès aux intrants à Factice accès (oui/non) à l'intrant k où k=l'engrais chimique, pesticides, herbicides, équipements, variétés améliorées de riz, variétés améliorées de légumes, produits vétérinaires
 - Prix du riz pendant la récolte (Ar./ kap.) Le prix le plus bas pendant l'année précédente
- % de ménages qui sont membres des groupes de crédit formel à % de ménages qui sont membres des groupes de crédit formel de groupes l dans le fivondronana

Annexes 2

Etant donné la segmentation des marchés mondiaux, et la faiblesse des échanges internationaux (moins de 6% de la production mondiale), il n'existe pas une structure unique de commercialisation au niveau mondial.

Cependant la filière rizicole peut être schématiquement divisée en trois grandes modalités de négoce sur le marché international comme indiqué ci-dessous.



(Source : Secrétariat de la CNUCED)

Annexe3

Filière rizicole

1- Semis des grains de riz dans des pépinières

2- Les petits plants sont arrachés puis repiqués dans les rizières



3 à 6 mois plus tard

3- Récolte à sec. Les tiges sont coupées à la faucille par les paysans puis étalées afin de sécher au soleil.

**Usinage
nécessaire**

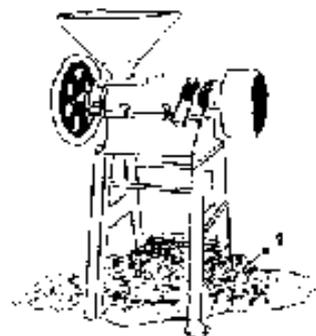
Riz à l'état brut non
consommable " Riz Paddy "



4- Eliminer la glume (balle, enveloppe ligneuse extérieure du grain)

Riz décortiqué
" Riz Brun "

**Décortiqueuse
Engleberg**



5- Oter les couches de son et le germe

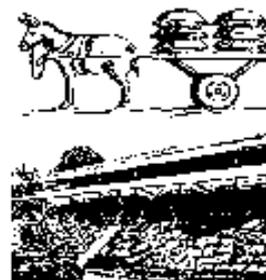
" Riz Blanc "
poli, et blanchi



6- Vannage

7- Mise en sacs

8- Transport



Liste des abréviations

- APE:** Accords de Partenariat Economique.
- CIOV:** Comité interministériel d'orientation et de validation
- CNUCED:** Conférence des Nations Unies sur de commerce et le développement
- COI:** Commission de l'Océan Indien.
- COMESA:** Common Market of Eastern and Southern Africa.
- CRS:** Catholique Relief Services
- FAO:** Food and Agriculture Organization, ou en français, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- FOFIFA:** Foibem-pirenena momba ny Fikarohana ampiharina amin'ny Fampanandrosoana ny Ambanivohitra.
- GPI:** Grands Périmètres Irrigués
- MAEP:** Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche.
- MAP:** Madagascar Action Plan
- MENRS:** Ministère de l'Education Nationale et de la recherche Scientifique.
- OMC:** Organisation Mondiale du Commerce.
- PADR:** Plan d'Action pour le Développement Rural
- PIB:** Produit Intérieur Brut
- PNVA:** Programme National de Vulgarisation Agricole.
- PPI:** Petits Périmètres Irrigués
- PSDR:** Plan stratégique pour le développement rural.
- PVD:** Pays en voie de développement.
- SADC:** Southern Africa Development Community.
- SRA:** Système de Riziculture Amélioré.
- SRI:** Système de Riziculture intense.
- U.E:** Union Européenne
- UPDR:** l'Unité de Politique de Développement rural

Bibliographies

- Article écrit par Midi Madagascar le 13/03/2006 (lu 109 - catégorie : économie. Secteur agricole .Riz).

- BERTRAND, A., Lemalade J.L., Rasambomanana, «La riziculture de Tavy: D'un impossible interdiction séculaire vers une fixation des surfaces par l'amélioration des variétés et techniques,

- Communication no 7, in Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural,

- DCPE : Document Cadre.Politique Economique primature (1999-2001).

- DROY I: Que sont les Greniers à Riz Devenus? «Le Désengagement de l'Etat sur les Grands Périmètres Irrigués de Marovoay et du Lac Alaotra», Economie de Madagascar, No 2, 1997, pp. 63-88.

Etat des lieux de la filière riz, Mantasoa, April 1996

- FIFABE, Cellule Suivi Evaluation, Rapport sur la statistique agricole et les résultats des champs de démonstration - Campagne 1992, 28 p+ annexes, Mars 1993.

- FOFIFA: Données sur les résultats de recherche des variétés de riz
Documentation sur le riz

- Green, G.M., Sussman, R., Deforestation: History of the Eastern rainforests of Madagascar from satellite images, Science, 1990, Vol. 248, p 212-215

- Institut National de la Statistique, Enquête Permanent auprès des Ménages (EPM), 1996, MADIO, Un aperçu de l'état des campagnes malgaches: les observatoires ruraux en 1996, Synthèse des résultats d'enquêtes sur les observatoires, Antananarivo, 1997. Enquête Permanent auprès des Ménages rurales (EPM) 2003.

- Le riz de l'avenir à Madagascar Culture traditionnelle ou méthode révolutionnaire

- MAP (Madagascar Action Plan); (Engagement 2 Défi 4,p045, Engagement 3 Défi 4-5, p056-057, Engagement 4 Défi 1-2-3-4-6, p063-069, Engagement 7 Défi 2, p100).
- Ministère de Commerce: Districts les plus producteurs de Riz par province (Campagne 2002-2003); Les volumes de production nationale de paddy depuis 1960 jusqu'à 2003.Données sur le commerce mondiale de riz dans le contexte de l'intégration de Madagascar dans la SADC, COI, COMESA.
- Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (MAEP). Etat des lieux de la filière riz ; Enquête Annuelle sur la Production Agricole, Campagne 2002-2003.
- Ministère de l'économie: rapport sur le riz 2003. www.mefb.gov.org. Données récentes sur l'importation et exportation du riz. Revue d'information économique avril 2004. Rapport Economique et Financier 2005-2006 - Octobre 2006
- Oldeman L.R., An agro-climatic characterization of Madagascar, ISRIC technical Paper 21, Wageningen, 1990.
- RENDRANARISOA C., Evaluation d'impact des nouvelles variétés de riz dans deux sites d'intervention de la recherche

Nom et prénoms: RAKOTOJAONA Ramy

Titre de la mémoire: «Le riz produit stratégique pour Madagascar: analyse swot»

Nombre de pages : 43

Nombre de figure: 00

Nombre d'annexes: 03

Nombre des tableaux:12

Nombre de diagramme: 03

Nombre de photos: 02

Nombre de référence bibliographiques: 16

RESUME

«Le riz, produit stratégique pour Madagascar : analyse SWOT»: tel est le titre de la présente mémoire. Il s'agit d'une analyse des forces et faiblesses, des menaces et opportunités que présente la filière rizicole pour l'économie rurale malagasy, et sa contribution à l'économie nationale vu que le sous secteur «RIZ» (aliment de base de la majorité des Malagasy) constitue la principale filière du secteur agricole malagasy.

Les études montrent que la riziculture est encore une filière caractérisée par une offre nationale insuffisante. Les principaux problèmes en sont, l'insuffisance des terres exploitées, le faible niveau d'utilisation des intrants et matériels agricoles, un niveau taux de crédit agricole élevé, ..., en somme la faiblesse du taux rendements.

Quid d'une conclusion pour Madagascar, le Gouvernement opterait a priori dans sa stratégie de développement rurale et nationale efficace et durable pour:

La mise en place d'un cadre incitatif, afin mobiliser toutes les parties prenantes du secteur agricole (secteur privé, société civile, les partenaires techniques et financiers), avec l'Etat dans le cadre du 3P pour un meilleur rendement rizicole; la production du riz de haute qualité destinée à l'exportation (rentrée de devises étrangères) ; l'importation du riz à moyen qualité pour équilibrer le gap de besoin en consommation nationale jusqu'à ce qu'on atteignait un niveau de rendement appréciable garant d'une production pour l'autosuffisance alimentaire de Madagascar.

Mots clés : Riziculture, Agriculture, Economie, Stratégie, Offre, Demande, Rendement.

Encadreur : Monsieur RASOAMANANA Georges.

Encadreur professionnel : Monsieur RANDRIANARIMANANA Moise André

Adresse de l'auteur: LOT B 9 B Isotry